

MOYEN-ORIENT

ISRAËL | BENYAMIN NETANYAHU

Législatives anticipées en Israël: le pari risqué de Benyamin Netanyahu

Par Guilhem Delteil (/auteur/guilhem-delteil/)

Publié le 13-06-2019 • Modifié le 13-06-2019 à 11:35



Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, le 2 juin 2019 à Jérusalem.

REUTERS/Ronen Zvulun

Pour la deuxième fois de l'année 2019, les Israéliens devront élire leurs députés le 17 septembre prochain. Un scrutin provoqué par Benyamin Netanyahu, cinq mois seulement après les dernières législatives. Le mois dernier, l'homme fort de la droite israélienne a été incapable de former un gouvernement. Avec ces nouvelles élections, il espère retrouver une majorité de droite solide. Un pari risqué.

De notre correspondant à Jérusalem,

Dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 mai, Benyamin Netanyahu apparaissait le visage fermé, les traits tirés face aux caméras. Et le Premier ministre israélien laissait éclater sa colère à l'égard de son ancien ministre de la Défense.

« *Avigdor Lieberman est de gauche* », lançait-il à l'encontre de l'ultranationaliste rangé à l'extrême-droite sur l'échiquier politique israélien.

Faute d'accord avec le chef du parti Israël Beytenou, Benyamin Netanyahu avait échoué à former une coalition. Et moins de deux mois après les dernières législatives, **la Knesset a voté sa dissolution** (<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20190529-israel-netanyahu-echoue-former-coalition-knesset-dissoute>), plongeant Israël dans une nouvelle campagne électorale.

C'est donc un Benyamin Netanyahu affaibli qui se lance dans cette bataille. Au lendemain des dernières élections législatives, le 10 avril dernier, il apparaissait pourtant comme le grand vainqueur du scrutin.

Son parti était arrivé en tête : avec 35 sièges, il enregistrait son meilleur score depuis 2003. Le bloc des partis de droite disposait d'une majorité confortable : 65 sièges sur 120.

L'homme qui domine depuis dix ans la vie politique israélienne démontrait une fois de plus sa popularité et son talent politique. Mais au bout de six semaines de tractations politiques pour former un gouvernement, il a été mis en échec.

« **Le roi est nu** »

Cette situation était inédite en Israël. Jamais un dirigeant n'avait échoué à établir une coalition juste après les élections. « *Le roi est nu. Il y a une descente extraordinaire de Benyamin Netanyahu* » relève Frédérique Schillo, historienne et spécialiste d'Israël.

« *Il était surpuissant mais c'est vraiment le colosse aux pieds d'argile. Ses affaires le minent depuis très longtemps et tout le monde le sait* », poursuit-elle. Tout le monde le sait et tout le monde en joue, y compris au sein de la droite israélienne.

Pendant les négociations pour la formation d'un gouvernement, en avril et mai, Benyamin Netanyahu a démontré à ses potentiels partenaires de coalition que sa priorité était le vote d'une loi d'immunité et une réforme de la Cour suprême pour le protéger contre **les enquêtes en cours** (<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20190607-israel-audience-netanyahu-corruption-report>).

« *Il est apparu comme quelqu'un de très fragile, qui était prêt à tout pour cela* », juge Frédérique Schillo. « *Ses futurs alliés en ont profité pour lui demander tout ce qui était possible. Et il leur a tout accordé.* »

Benyamin Netanyahu a fait des concessions qui semblaient impensables à une majorité d'Israéliens, comme la possibilité de séparer les hommes et les femmes dans l'espace public, revendication du parti ultra-orthodoxe du judaïsme unifié de la Torah.

Stratégie de blocs

Ces dernières années, Benyamin Netanyahu a mis le cap à droite. Après avoir dirigé des gouvernements plus centristes, il s'est félicité d'avoir établi en 2015 « *le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël* ».

Dès lors, le Premier ministre a attaqué avec virulence le centre et la gauche. Les partis du bloc de droite constituent « *ses alliés naturels* », une alliance renforcée par les enquêtes judiciaires qui le visent.

L'opposition rejette les projets de réforme judiciaire du Premier ministre, et seule une coalition de droite lui permettrait de faire passer ces textes au Parlement.

« *Mais Benyamin Netanyahu est bloqué dans sa stratégie de blocs* », estime Emmanuel Navon, politologue, enseignant à l'université de Tel Aviv et au Centre interdisciplinaire d'Herzliya.

Dans l'incapacité de chercher des alliés au centre et à gauche, Benyamin Netanyahu a fait reposer son avenir politique sur les seuls partis de droite.

Mais entre les formations religieuses et laïques, la droite n'est pas uniforme et chaque parti, devenu indispensable au Premier ministre, a désormais des exigences très strictes, pas toujours compatibles avec celles des autres partenaires de coalition.

Pour l'heure, la popularité de Benyamin Netanyahu ne semble pas entachée par son échec à former un gouvernement. Mais son conflit avec son ancien ministre de la Défense lui a coûté un allié, et le soutien de précieux députés.

« *Il a vraiment besoin d'un miracle de son point de vue pour avoir 61 députés après les élections de septembre sans Lieberman. Voire même 62, car une majorité d'un seul siège est trop courte, ingérable* », observe Emmanuel Navon.

Même dans le cas d'une victoire électorale, Benyamin Netanyahu restera face au casse-tête de la formation d'un gouvernement...

« *Si on revient à un scénario de 61 ou 62 députés uniquement avec la droite et les orthodoxes, chaque parti va évidemment le presser comme un citron, comme ils l'ont fait le mois dernier* », estime Emmanuel Navon.

« Roulette russe »

Sous la menace d'une mise en examen dans trois affaires de corruption, Benyamin Netanyahu a joué son va-tout en provoquant ces élections. Il voulait empêcher que le président ne charge un autre député de former le gouvernement.

« *C'est la roulette russe, son avenir politique tient vraiment à un fil* », relève Emmanuel Navon. « *S'il n'arrive pas à avoir sa coalition de droite orthodoxe, il y aura une rébellion au sein du Likoud. D'ailleurs, la rébellion au sein du Likoud, elle commence à se sentir* », estime le politologue.

L'heure d'un « moment Brutus », celui où les candidats à la succession tuent le chef, n'est pas encore arrivée. « *Pour l'instant, les gens restent encore assez discrets mais s'il échoue encore en septembre, les couteaux vont commencer à sortir* », note Emmanuel Navon.

Avant la dissolution de la Knesset, Benyamin Netanyahu avait fait adopter une résolution par le Likoud pour éviter de nouvelles primaires en amont du prochain scrutin.

Mais des militants ont saisi le tribunal interne du parti dans l'espoir de contraindre leur chef, élu en 2014, à remettre son mandat en jeu.

Souder la droite

En ce début de campagne, Benyamin Netanyahu veut éviter que la contestation de son autorité ne prenne de l'ampleur. Il cherche à s'assurer de la loyauté du Likoud comme des partis de droite autres qu'Israël Beytenou.

Le Premier ministre est engagé dans un remaniement ministériel : il a limogé il y a dix jours deux de ses ministres, battus aux élections du mois d'avril, libérant deux portefeuilles.

Il a d'abord nommé **un de ses fidèles du Likoud** (<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20190606-israel-netanyahu-ministere-justice-amir-ghana>) au poste - très stratégique pour un chef de gouvernement sous la menace de trois mises en examen - de ministre de la Justice.

D'autres cadres de son parti, ainsi que de formations qui font partie de l'éventuelle coalition de droite que Benyamin Netanyahu veut former, pourraient faire leur entrée au gouvernement dans les prochains jours.

A l'inverse, le Premier ministre va attaquer son ancien allié devenu ennemi : Avigdor Lieberman. Le Likoud entend concentrer ses efforts de campagne sur la communauté russophone, l'électorat naturel d'Israël Beytenou.

Benyamin Netanyahu a d'ailleurs recruté ce mercredi un conseiller spécifiquement dédié aux Israéliens venus de l'ex-URSS.

Et puis, le Premier ministre va certainement tenter de personnaliser ce scrutin, mener une campagne dite du « *Gewalt* », une expression yiddish qui signifie « au secours ».

Son message aux électeurs sera un appel à l'aide face à ce qu'il qualifie de complot de la gauche, des médias et de la justice pour le faire tomber. La stratégie avait déjà été utilisée, avec succès, lors de la campagne pour les élections du mois d'avril.

Paradoxe religieux

Une personnalisation du scrutin d'autant plus indispensable pour Benyamin Netanyahu qu'il va vouloir éviter de laisser le débat public sur la thématique qui a fait échouer ses négociations de coalition : le poids dans la société des ultra-orthodoxes, ces juifs qui suivent scrupuleusement les règles religieuses.

« *Sur ce sujet-là, il est dans la contradiction suprême* », relève l'historienne Frédérique Schillo. « *Il est un laïc pur, qui mène une vie qui n'est pas du tout halachique* », c'est-à-dire conforme aux règles du judaïsme.

Et d'ajouter : « *Il est un hédoniste, marié trois fois, ne mange pas casher. Mais en revanche, il a besoin de ses partenaires ultra-orthodoxes et il est prêt à leur accorder beaucoup de choses.* »

Les concessions qu'il a accordées aux partis ultra-orthodoxes pourraient pousser une partie de l'électorat laïc du Likoud vers d'autres formations.

Mais à personnaliser le scrutin, Benyamin Netanyahu prend le risque de siphonner les voix de droite. Or, plus que le score du Likoud, ce qui importe pour lui est le résultat du bloc de droite.

Pour constituer un gouvernement, il aura besoin d'alliés et il ne peut désormais se permettre de laisser le moindre parti de droite sur la touche. Il doit donc s'assurer que les autres formations de son camp seront représentées à la Knesset.